



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

contrats première embauche

Question au Gouvernement n° 2641

Texte de la question

CPE

M. le président. La parole est à M. Jean-Marc Ayrault, pour le groupe socialiste.

M. Jean-Marc Ayrault. Monsieur le Premier ministre, qui gouverne aujourd'hui en France ? (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

De nombreux députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Pas vous !

M. Jean-Marc Ayrault. Depuis deux mois, nous avons un gouvernement autoritaire, qui a fait voter le CPE sans écouter ni les partenaires sociaux, ni le Parlement, ni les Français qui ont manifesté.

Depuis vendredi, ce gouvernement n'existe plus. Le Président de la République l'a vitrifié. Il promulgue la loi, mais demande de ne pas l'appliquer, en attendant une nouvelle loi qui corrige les effets de la loi promulguée.

Comprenez qui pourra !

La situation devient surréaliste quand nous apprenons samedi que vous êtes dessaisi de la nouvelle loi, qui est confiée aux présidents des groupes UMP du Parlement. Je pourrais me réjouir que le Parlement retrouve ainsi ses droits...

M. Francis Delattre. Faut pas hésiter !

M. Jean-Marc Ayrault. ...mais, en réalité, il n'est que le théâtre de la guerre byzantine de succession qui ravage l'exécutif et que vous livrez avec votre ministre de l'intérieur. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur quelques bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains. - Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Cette construction nouvelle tourne à la farce quand le ministre président de l'UMP s'autodésigne Premier ministre virtuel en négociant lui-même avec les dirigeants syndicaux pendant que vous, vous vous rendez au cinéma. Elle vire à la tartuferie quand le Président de la République et le ministre de l'intérieur se contredisent publiquement sur l'avenir du CPE.

Toute logique institutionnelle a disparu. Vous êtes à Matignon, mais vous ne gouvernez plus. Vous détenez l'apparence du pouvoir, mais vous ne l'exercez plus. C'est ce qu'on appelle une crise de régime, avec deux Premiers ministres et un exécutif qui, en pleine tempête, abandonne ses pouvoirs à un parti politique, l'UMP. Voilà la réalité ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur quelques bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Alors, mesdames, messieurs les députés de l'UMP, c'est à vous que je pose la question ! (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Cette crise que vous avez provoquée n'a que trop duré ! Ce matin et cet après-midi, des millions de Français, en manifestant encore plus nombreux,...

M. Charles Cova. On verra !

M. Jean-Marc Ayrault. ...vous le disent : assez de ces simulacres qui humilient la République ! Retrouvez la raison, abrogez le CPE ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. La question ! La question !

M. Jean-Marc Ayrault. Je termine en posant une question à M. le Premier ministre. Aujourd'hui les Français vous interpellent. Oui, ils se posent vraiment la question : qui gouverne en France ? Que faites-vous à votre banc ?

Comment va-t-on sortir de ce borborygme, qui dégrade la France ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur quelques bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains. - Exclamations sur les*

bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

Plusieurs députés du groupe socialiste. Retirez le CPE !

M. Dominique de Villepin, *Premier ministre*. Monsieur le président Ayrault, pour tout dire, j'attendais mieux de vous. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Plusieurs députés du groupe socialiste. Et nous de vous !

M. le Premier ministre. Monsieur Ayrault, qu'avez-vous proposé tout au long de cette crise ?

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Rien ! Zéro ! Ayrault, zéro !

M. le Premier ministre. Qu'avez-vous fait tout au long de ces années ? ("*Ayrault, zéro !*" *sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Et aujourd'hui, n'y a-t-il pas mieux à faire que de déclencher ces vaines polémiques ?

Je vais vous le dire très franchement et très sereinement : nous ne pouvons pas, nous n'avons pas le droit de baisser les bras et je ne baisserai pas les bras ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Dans la bataille pour l'emploi, nous obtenons des résultats : 150 000 demandeurs d'emplois en moins. Nous allons continuer. La croissance économique commence à redémarrer,...

M. François Hollande. Tout va bien !

M. le Premier ministre. ...grâce à la relance de l'investissement public. Vous l'aviez appelée de vos vœux, nous l'avons fait, grâce aux réformes fiscales que ce Gouvernement a mises en oeuvre avec son exigence de justice sociale. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Mais la priorité, nous le savons tous, c'est de sortir de la crise actuelle. Le Président a été clair. La loi recevra les améliorations nécessaires.

M. Christian Bataille. Retirez le CPE !

M. le Premier ministre. En pratique, personne ne va s'engager tant que celles-ci n'auront pas été apportées.

Un député du groupe socialiste. C'est illégal !

M. le Premier ministre. Tout cela, monsieur Ayrault, se fait dans le respect de nos institutions ("*Non !*" *sur les bancs du groupe socialiste*) dans lesquelles, faut-il le rappeler, le Président préside, le Gouvernement gouverne, le Parlement légifère...

M. Jean-Marie Le Guen. Et la majorité majeure ! (*Rires.*)

M. le Premier ministre. ...et les partis concourent, selon les termes de notre Constitution, à la vie démocratique, qu'ils proposent ou, comme vous le faites, qu'ils s'opposent - même si l'on souhaiterait que vous proposiez davantage. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Bruno Le Roux. Retirez le CPE !

M. le Premier ministre. Chacun, vous le voyez, est dans son rôle.

Ce que nous voulons faire, c'est à la fois répondre aux préoccupations des Français et construire l'avenir de notre pays.

M. Christian Bataille. Alors, retirez le CPE !

M. le Premier ministre. Les Français veulent des réponses au chômage et en particulier au chômage des jeunes.

M. Claude Bartolone. Retirez le CPE !

M. le Premier ministre. Nous les apportons. Ils veulent des perspectives d'avenir, une place pour chacun, des opportunités pour tous. C'est bien le sens des actions que nous menons, en particulier de la loi pour l'égalité des chances. Tout cela ne se construira pas dans le renoncement, ni dans l'immobilisme, mais dans la lucidité, dans le courage et dans la volonté.

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Baratin !

M. le Premier ministre. Nous n'en manquons ni au Gouvernement, ni sur les bancs de la majorité. Ce que nous voulons, c'est une victoire contre le chômage, c'est une victoire pour la France ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marc Ayrault](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2641

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 avril 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 5 avril 2006